

Le renouveau du *soft power* de l'Ouzbékistan au cœur des routes de la soie

Par **Adrien Houguet**, docteur en diplomatie culturelle.

Photo ci-dessus : Vue de Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, en novembre 2024. (© Shutterstock)

L'Ouzbékistan reste largement méconnu en Occident, souvent réduit à des représentations orientalistes héritées des récits de voyageurs et des dynamiques géopolitiques récentes : confusion avec l'Afghanistan, préoccupations sécuritaires infondées ou exotisme des routes de la soie. Ces images, largement construites à l'extérieur du pays lui-même, lui ont longtemps échappé, et ont contribué à limiter sa capacité d'agir, non seulement par la domination politique qu'il a subie, mais aussi par des discours. Cet imaginaire, comme l'a montré Edward Said **(1)**, a façonné une vision occidentale de l'« Orient » encore tenace de nos jours.

Le « Nouvel Ouzbékistan » cherche toutefois à reprendre la maitrise de son image en développant son pouvoir d'attraction, communément appelé « *soft power* » en relations internationales **(2)**. Il s'efforce ainsi de transformer les représentations qui lui sont associées : entre la reproduction d'images orientalistes destinées au tourisme et la promotion d'une image moderniste, voire futuriste, à l'attention des investisseurs, le pays renforce, non sans contradictions, sa visibilité sur la scène internationale. L'idée serait ici d'observer l'Ouzbékistan à travers le prisme du *soft power*, tel qu'il se présente et tel qu'il est perçu, en examinant ses dimensions politique, économique et culturelle, ainsi que les limites de cette stratégie : comme l'a défini Joseph Nye, son inventeur, le *soft power* repose à la fois sur l'attractivité d'un pays et sur sa capacité à la traduire en politiques concrètes.

« L'Ouzbékistan sera un grand État » (3)

L'étaticité de l'Ouzbékistan est relativement récente. Ses frontières actuelles ont été découpées, de manière souvent controversée, à la suite de négociations entre pouvoirs locaux et autorités soviétiques, dans le cadre de la politique des nationalités initiée par Staline et mise en œuvre depuis Moscou dans les années 1920. Le territoire correspondant aujourd'hui à l'Ouzbékistan a tantôt été fragmenté en entités politiques plus petites (les khânats de Khiva et de Kokand, l'émirat de Boukhara), tantôt intégré à de vastes ensembles impériaux (empires persan, turcique, arabe, mongol, russe, etc.). L'emblématique empire de Tamerlan eut bien sa capitale à Samarcande aux XIVe et XVe siècles, mais on ne parlait pas encore à cette époque d'« Ouzbékistan ». Ce sont d'ailleurs les Ouzbeks, une confédération tribale turcique d'origine nomade, qui chassèrent les Timourides de leur capitale au début du XVIe siècle et établirent leur centre politique à Boukhara.

C'est le 31 aout 1991 que l'Ouzbékistan devient un État indépendant. Il s'agit dès lors d'en préserver la souveraineté fraichement acquise, notamment vis-à-vis de la Russie et de la Chine, et de se projeter dans l'avenir en consolidant une identité nationale au sein d'un État multiethnique, comprenant des communautés slaves, tadjike, karakalpake, arménienne, juive et d'autres encore.

C'est le 31 aout 1991 que l'Ouzbékistan devient un État indépendant. Il s'agit dès lors d'en préserver la souveraineté fraichement acquise, notamment vis-à-vis de la Russie et de la Chine, et de se projeter dans l'avenir en consolidant une identité nationale au sein d'un État multiethnique, comprenant des communautés slaves, tadjike, karakalpake, arménienne, juive et d'autres encore. Ici se pose une double question : celle de la projection à l'étranger d'un État-nation souverain, longtemps perçu uniquement comme une partie de la Russie pendant plus d'un siècle, et celle de l'unité à construire en interne dans un pays jeune, marqué par la diversité des visions politiques et identitaires — entre différents nationalismes, néo-soviétisme et radicalisme religieux.

Le premier président de la République d'Ouzbékistan, Islam Karimov, issu de la *nomenklatura* soviétique, dirigea son pays de manière autoritaire, réprimant à la fois les séparatistes karakalpaks, les islamistes radicaux (comme lors des événements d'Andijan en 2005 **(4)**) et l'opposition politique. Présentée par les autorités comme une manière de préserver la souveraineté du pays et son contrôle sur le territoire national, cette politique est perçue, notamment en Occident, comme une violation flagrante

des droits de l'homme. Les tensions se durcissent alors avec plusieurs pays, dont la France. Les conséquences de cette dégradation se ressentent également sur le plan symbolique : les relations politiques de haut niveau se raréfient et certaines institutions culturelles ou scientifiques étrangères voient leurs activités restreintes. L'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC), présent à Tachkent depuis 1993, doit ainsi déménager à Bichkek [capitale du Kirghizstan] en 2010. L'arrivée de Chavkat Mirzioïev au pouvoir après la mort d'Islam Karimov en 2016 amorce une période d'ouverture, marquée par un assouplissement partiel du système autoritaire, symbolisé notamment par la libération de prisonniers politiques et d'opinion, une diplomatie de conciliation, en particulier avec les pays voisins (le traité de Khodjent du 31 mars 2025 mettant un point final aux querelles frontalières avec le Kirghizstan et le Tadjikistan dans le Ferghana), ainsi que par des réformes économiques.

Après une transition difficile à la suite de la chute de l'URSS, l'Ouzbékistan s'appuie encore en partie sur des infrastructures soviétiques vieillissantes, mais cherche à renouveler son appareil industriel et compte sur les investissements directs étrangers, passés d'environ 2,2 milliards à 22,4 milliards de dollars sur la période 2018-2023.

« Le Nouvel Ouzbékistan, le grand pays avec de grandes opportunités » (5)

Le passage assumé d'un grand pays en devenir sous Islam Karimov à un grand pays (tout court) sous Chavkat Mirzioïev, à travers la libéralisation de son économie, comme le souligne l'Agence de promotion des investissements en Ouzbékistan, témoigne de l'ambition affichée par le « Nouvel Ouzbékistan ». Le pays dispose d'une population jeune et en forte croissance, avec environ 37,5 millions d'habitants en 2025, dont plus de 60 % sont âgés de moins de 30 ans et 20,7 millions appartiennent à la population active **(6)**. Selon les projections démographiques, la population pourrait dépasser 50 millions d'habitants à l'horizon 2050 **(7)**. Avec 448 978 km^2, l'Ouzbékistan est légèrement plus petit que la France métropolitaine, mais présente un territoire étiré d'ouest en est. Il s'agit par ailleurs d'un État doublement enclavé, c'est-à-dire qu'il ne dispose pas d'accès direct aux océans et doit traverser au moins deux États pour atteindre une mer ouverte.

Malgré cette contrainte géographique, le territoire de l'Ouzbékistan possède des ressources naturelles importantes. Le pays dispose notamment de richesses énergétiques, en particulier gazières. Avec environ 300 jours d'ensoleillement par an, ainsi que de vastes zones désertiques, des ressources hydriques et un potentiel éolien, l'Ouzbékistan présente également des conditions favorables au développement des énergies renouvelables. Le pays fait, de surcroit, partie des dix premiers producteurs mondiaux d'or. Il exploite en outre de l'uranium, du cuivre et d'autres minerais stratégiques tels que le tungstène, le molybdène, l'argent ou le zinc. Grâce à un système d'irrigation, exploité depuis les premières civilisations de la région, l'Ouzbékistan produit du coton ainsi que diverses denrées agricoles, notamment des fruits et légumes, une production réputée en Asie centrale. L'irrigation intensive durant la période soviétique, notamment pour la culture du coton, a toutefois entrainé l'assèchement de la mer d'Aral. Par ailleurs, l'utilisation de serres chauffées pour la production de légumes est présentée comme l'un des facteurs aggravants, faisant de Tachkent l'une des villes les plus polluées au monde en hiver.

Au regard de la structure de ses exportations, l'Ouzbékistan se situe ainsi en périphérie du système capitaliste mondial, selon la théorie d'Immanuel Wallerstein **(8)**, malgré son ambition d'intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À cela s'ajoute une forte émigration de main-d'œuvre à bas cout vers la Russie — plus de 1,3 million de citoyens ouzbékistanais y travaillent **(9)** — mais aussi vers la Chine et certains pays occidentaux. Les mobilités étudiantes contribuent elles-mêmes à la « fuite des cerveaux » dont souffre l'Ouzbékistan.

L'Agence pour la promotion des investissements met toutefois en avant la forte attractivité du pays, en soulignant une croissance économique d'environ 6 % au cours des dernières années. Après une transition difficile à la suite de la chute de l'URSS, l'Ouzbékistan s'appuie encore en partie sur des infrastructures soviétiques vieillissantes, mais cherche à renouveler son appareil industriel et compte sur les investissements directs étrangers, passés d'environ 2,2 milliards à 22,4 milliards de dollars sur la période 2018-2023 **(10)**, notamment après des réformes visant à simplifier les procédures administratives pour les entreprises étrangères. Ces mesures encourageantes ne masquent pas la corruption endémique qui persiste dans un pays figurant parmi les États les plus mal classés par l'Indice de perception de la corruption de Transparency International **(11)**. Autre facteur économique important : le tourisme.

« L'Ouzbékistan, perle des routes de la soie » (12)

Le patrimoine culturel de l'Ouzbékistan est impressionnant. Deux expositions organisées en 2022 à Paris, l'une au Louvre, l'autre à l'Institut du monde arabe, en ont donné un avant-gout



Photo ci-contre : La place du Registan à Samarcande, en novembre 2025. La deuxième ville la plus peuplée d'Ouzbékistan est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, tout comme Boukhara, Shahrisabz et Khiva. (© Shutterstock)

au public français. Sept sites culturels et naturels du pays, ainsi que dix éléments du patrimoine culturel immatériel figurent sur les listes de l'UNESCO. L'Ouzbékistan utilise notamment cette organisation internationale afin d'accroitre son *soft power*, notamment en accueillant son assemblée générale à Samarcande à l'automne 2025 (un événement qui s'est conclu par un concert de Jean-Michel Jarre donné sur la place du Régistan).

En 2025, 11,7 millions de touristes ont visité l'Ouzbékistan, contre seulement 1,9 million en 2015 **(13)**. La plupart provenaient des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) ou des États voisins. La Chine, la Turquie, l'Inde et la Corée du Sud figurent également parmi les principaux pays d'origine. Les ressortissants des États occidentaux ne figurent pas dans le top 10 des nationalités de touristes étrangers. Environ 15 000 Français ont toutefois arpenté l'Ouzbékistan, dont les autorités se fixent désormais pour objectif d'attirer dans l'ensemble 20 millions de visiteurs d'ici à 2030, ce qui porterait la part du tourisme à 7 % du PIB.

Derrière ces chiffres encourageants se pose cependant la question des images que ces touristes rapporteront dans leur pays d'origine, mais surtout de la manière dont les Ouzbeks pourront concilier tourisme de masse et préservation du patrimoine culturel. Si la plupart des visiteurs semblent enchantés de leur séjour, certaines restaurations approximatives, la façade parfois orientaliste mise en scène pour les visiteurs — qui peut masquer une autre réalité culturelle plus moderne du pays tout aussi intéressante et dynamique — ainsi que la construction de complexes hôteliers et touristiques au détriment du patrimoine constituent autant de défis pour préserver un équilibre fragile entre intérêts culturels et économiques.

Si, dans la gestion de son soft power, le pays demeure encore en partie ancré dans des représentations orientalistes afin d'attirer les touristes, il doit également diffuser une image plus moderne pour séduire de nouveaux investisseurs, notamment en s'appuyant sur la vitalité de sa création contemporaine.

« Découvrez le Nouvel Ouzbékistan ! » (14)

L'Ouzbékistan est conscient de l'image qu'il projette à l'extérieur, de ses lacunes comme du potentiel qu'il lui reste à exploiter. Si, dans la gestion de son *soft power*, le pays demeure encore en partie ancré dans des représentations orientalistes afin d'attirer les touristes, il doit également diffuser une image plus moderne pour séduire de nouveaux investisseurs, notamment en s'appuyant sur la vitalité de sa création contemporaine.

Entre tradition et modernité, les contradictions ne sont et ne seront pas rares dans le « Nouvel Ouzbékistan ». Sa politique de *soft power* devra s'accompagner de réformes politiques encore plus inclusives afin d'être le grand pays qu'il aspire à devenir. Dans un contexte de compétition géopolitique croissante, l'Ouzbékistan devra ainsi jongler entre différentes grandes puissances, en affirmant à la fois son ouverture et sa souveraineté, tant dans l'image qu'il véhicule que dans les politiques concrètes qu'il met en œuvre.

Adrien Houguet

Notes

(1) Edward Said, *Orientalism,* Londres, Penguin, 1972.

(2) Joseph Nye, *Soft Power: The Means To Success In World Politics*, New York, Public Affairs, 2004.

(3) « *O'zbekiston Kelajagi Buyuk Davlat* », citation du président ouzbek Islam Karimov (1991-2016), tirée de Laura L. Adams, *The Spectacular State: Culture and National Identity in Uzbekistan*, Durham, Duke University Press, 2010, p. 27.

(4) Les événements d'Andijan (mai 2005) désignent la répression par les forces de sécurité d'Islam Karimov de manifestations liées à des revendications économiques, sociales et politiques, notamment après le procès controversé d'entrepreneurs locaux accusés d'islamisme, ayant causé plusieurs centaines de morts selon les ONG.

(5) Agence de promotion des investissements, « New Uzbekistan: The Big Country with Big Opportunities », Uzbekistan Investment Promotion Agency, 2024.

(6) *Ibid.*

(7) « Uzbekistan Country Climate and Development Report », World Bank Group, 21 novembre 2023.

(8) Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, Academic Press, New York, 1974.

(9) *RIA Novosti*, 8 septembre 2025.

(10) « New Uzbekistan: The Big Country With Big Opportunities », *op. cit.*

(11) 124e sur 182 pays en 2025. « Corruption Perceptions Index », Transparency International, 15 mars 2026.

(12) Comité du tourisme de la République d'Ouzbékistan.

(13) Chiffres croisés, tirés du site du Comité du tourisme de la République d'Ouzbékistan pour cette partie.

(14) Comité du tourisme de la République d'Ouzbékistan.



Photo ci-contre : Emmanuel Macron reçoit Chavkat Mirzioïev, président de la République d'Ouzbékistan, à l'Élysée, en mars 2025. Dans la continuité des déplacements du président français à Samarcande en 2022 et en 2023, cette visite officielle avait pour objectif d'approfondir la relation entre les deux pays en matière de coopération économique. (© Ludovic Marin/Pool/AFP)